

Les Nouvelles

Mensuel édité par la
Fédération de
Loire-Atlantique du
Parti Communiste
Français

de Loire-Atlantique

Pour tout Renseignement
02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr

Numéro 1023

1 octobre 2018

prix : 0,70 €



**Un emploi ?
Traversez la rue et
je vous en trouve**

L'édito de Stéphane GUILLOU : Chemin de croix ou traversée de la rue ?



Et dire que personne n'y avait jamais pensé, pourtant la solution face au chômage de masse que connaît notre pays est si simple « traverser la rue », heureusement que notre ultra-moderne Président, très éclairé et ne manquant pas d'imagination, en a eu l'idée. Il n'est pas Président pour rien.

Mais il aurait pu mieux faire, en s'adressant à un horticulteur, il aurait pu penser aux outils qu'utilise celui-ci, cisailles, sécateur, lames tranchantes, fils et matériel à bouturer, de ce fait il aurait pu lui conseiller de s'adresser à une clinique ou un hôpital pour occuper un emploi de chirurgien, le matériel de ces praticiens étant similaires à celui de l'horticulture. **Cela n'est pas sans rappeler le propos de Marie Antoinette lorsqu'elle apprit que le peuple de Paris était en colère car il manquait de pain : « qu'ils mangent de la brioche ».**

Certains, peuvent penser que de tels propos prouvent que le Président est complètement déconnecté des réalités du chômeur lambda, c'est peut-être vrai, mais cela révèle un énorme mépris à l'égard de la population la plus en difficulté et surtout cela relève d'une stratégie qui consiste à considérer que le chômeur est responsable de sa situation, qu'il ne peut s'en prendre qu'à lui-même. Dans la perspective de la révision des conditions d'indemnisation des chômeurs que prépare le gouvernement, dans sa casse systématique de la protection sociale de notre pays, cela permet de justifier la réduction du montant et de la durée de l'indemnisation.

Le parcours d'un chômeur est tout autre, Pôle Emploi défaille dans ses missions notamment du fait de l'utilisation obligatoire du numérique excluant de plus en plus le contact direct avec les agents de Pôle Emploi. Ce mode de fonctionnement exclut un bon nombre de Demandeurs d'Emploi de la possibilité d'une aide adaptée dans leur recherche d'emploi. **Enfin, il y a plus de 3 millions de chômeurs sans aucun emploi en France et il y aurait (à prendre avec précaution) 500 000 emplois non pourvus (beaucoup de temps partiel).** Même si tous les chômeurs traversaient la rue, il n'y aurait pas d'emploi pour tous.

Macronie



Un septembre noir

2

Châteaubriant

**Droits de l'Homme
Droit de vote des femmes
Droits sociaux syndicaux issus du
Conseil National de la Résistance**

Samedi 20 et dimanche 21 octobre 2018

77ème Hommage

3

Congrès du PCF



Le temps du vote

4

La santé en danger



La contre-attaque

5

Rentrée offensive



Retour sur les initiatives

7

Septembre noir pour la rentrée de Macron et son gouvernement

En cette rentrée, plus de 7 français sur 10 (71 %) jugent que le président n'est pas un bon président de la République. C'est son record absolu d'impopularité, après une chute vertigineuse en l'espace de quelques mois. Il a perdu 12 points durant l'été et 18 points depuis le printemps.

Trop de postures dissemblables ont fait du président jupitérien un jongleur maladroit. Son numéro d'équilibriste est de plus en plus balourd. Il paie ses entêtements prétentieux, immatures et s'enfonce de plus en plus dans l'impasse de son isolement.

Le chef de l'Etat se réfugie de plus en plus, dans l'insulte « des français, qui seraient réfractaires au changement ».



L'actualités

2

Le délitement du macronisme est amorcé ?

Le président des riches, ne sera pas non plus celui du pouvoir d'achat.

La suppression de l'ISF, la diminution des cotisations patronales, les cadeaux aux entreprises et aux groupes financiers... la population n'a pas mis longtemps à comprendre que ce « large centre qui débordait sur ses deux flancs » était surtout de droite !

Depuis 2017, la base sociale de son soutien électoral, ne cesse de se rétrécir...

Les attaques frontales contre le code du travail, le statut des cheminots... La ponction dans les poches des retraité(e)s avec l'augmentation de la CSG, le blocage des pensions sans rattrapages de l'inflation... la réduction des postes dans les fonctions publiques, enseignement, santé... l'APL des étudiants ;

Les résultats au deuxième semestre 2018 ne sont pas au rendez-vous.

Avec un pouvoir d'achat en recul (hausse de la CSG, de l'essence, des énergies, taxes diverses). La croissance est en baisse (moins de 2%) en raison de la baisse de la consommation. En conséquence les rentrées fiscales diminuent, et le chômage repart à la hausse.



Entre l'exécutif et les collectivités, les relations n'ont cessé de se dégrader depuis un an...

Après avoir pour certains boycotté en juillet la conférence des territoires, les élus locaux protestent contre « un Président centralisateur » qui vise à accélérer le transfert des compétences des départements aux métropoles, selon le modèle lyonnais.

Vent de fronde dans les départements concernés dont Nantes et la Loire Atlantique (la Métropole de Nantes représente moins de 50% de la population et 7,5 % du territoire).

Il est clair que l'exécutif va se heurter à un front uni des départements, du Sénat et des associations de communes.



Le chef de l'Etat n'a plus tout à fait les moyens de sa politique...

Ni économiquement, ni politiquement, le dernier trimestre 2018 se présente comme l'avait rêvé le président.

Le doute s'est installé avec les hésitations pour le passage au prélèvement à la source. **Le maître des horloges a dû remettre ses pendules à l'heure d'un rapport des forces modifié au sortir de l'été.**

Le socle de Jupiter, aux pieds d'argile, tremble !

Après la déconvenue d'une partie de la droite, échaudée par les pratiques népotiques de Macron dans l'affaire Benalla, la partie « gauche » est prise à son tour par le doute après les désillusions avouées du ministre écolo.



Réactions en chaîne...

Le flirt du président avec les chasseurs est la goutte d'eau qui pousse Hulot à claquer la porte en dénonçant l'influence des lobbies. Le masque écolo de Macron est arraché.

De Rugy le remplaçant ne bénéficie que de 14 % d'adhésion et sympathie.

Richard Ferrand, le candidat sulfureux de Macron pour présider l'assemblée nationale est certes élu... Mais avec **100 voix de moins que De Rugy en 2017, et... manquent 58 députés de LREM.** Dans l'opinion publique, il recueille seulement 9% de soutien.

La dérive « monarchique » d'un pouvoir solitaire.

En accumulant les affaires, les démissions... Le nouveau monde ressemble de plus en plus à l'ancien, voire au-delà de celui de l'ancien régime.



Le durcissement de ses politiques, reflet de son affaiblissement ?

Droit dans ses bottes, Macron ne souhaitait pas changer de stratégie. Mais les mauvais résultats et les résistances à gauche comme à droite, vont l'obliger à revoir sérieusement son cadrage pour 2019.

Il est de plus en plus difficile de tenir les promesses de la campagne présidentielle et les engagements auprès de Bruxelles.

La majorité des mesures prétendues favorables aux ménages (suppression des cotisations salariales et premier tiers de la taxe d'habitation pour 80% des foyers), attendront l'automne ? Les entreprises elles, ont été servies dès Janvier. Quant aux suppressions de postes dans le public et la diminution des contrats aidés, ça continue...

Avec un gouvernement fragilisé et un parti de plus en plus instable, une conjoncture plus difficile, le président doit reconsidérer ses ambitions politiques.

Macron a convenu être allé « à son rythme » pendant la première année de son mandat... **Aujourd'hui, il doit en rabattre** la date de l'examen de la réforme constitutionnelle est suspendue depuis fin juillet.

La série de déconvenues pendant l'été, le départ annoncé du n°2 du gouvernement (le ministre de l'intérieur) pour le printemps prochain, les départs successifs et l'agacement croissant des membres d'en marche l'ont conduit à changer de ton.

Du moins le croyait-on, après le conseil de « faire preuve de plus d'humilité ». Mais en est-il capable ?



Il n'a pu s'empêcher de conseiller aux chômeurs de traverser la rue...

Plus que jamais l'heure est à la mobilisation, et à la reconstruction des forces progressistes, en mal d'unité et de perspectives politiques crédibles.

Les motions de censures (Chassaigne), montrent le chemin. **La mobilisation annoncée du 9 Octobre doit amplifier les luttes.**

Il nous faut conforter les municipalités d'Union et déjouer les dévoiements macroniens.

Musée de la résistance de Châteaubriant : Nouvelle exposition temporaire

Répressions et déportations en France et en Europe (1939-1945), c'est le thème de la nouvelle exposition temporaire du musée de la résistance de Châteaubriant. Chaque automne, le musée renouvelle ses espaces d'exposition, accompagnant le thème annuel du Concours national de la résistance et de la déportation.

Cette année, l'hommage sera rendu à ceux qui par leur engagement politique, syndical, leur appartenance confessionnelle ou ethnique, leur orientation sexuelle ou leur supposé déficience morale ou physique ont été victimes de la répression et de la déportation.

A partir du samedi 21 octobre 2018

La Sablière, Carrière des fusillés - Châteaubriant



En Loire-Atlantique

3

Châteaubriant : 77ème Hommage



Parce qu'il ne faut pas oublier, parce que nous n'oublierons jamais, cette année aura lieu le 77ème anniversaire des exécutions de Châteaubriant en hommage aux 27 fusillés du 22 octobre 1941 dans la carrière castelbriantaise.

Tout savoir sur les commémorations et l'ensemble des cérémonies d'octobre en Loire-Atlantique :

- Nantes, Veillée du souvenir : Vendredi 19 Octobre 17h45 monument des 50 otages.

Dépôt des gerbes - **Allocution de Loïc LE GAC** - évocation artistique -réception à l'Hôtel de ville.

Évocation artistique et historique « **Il faut apprendre à désobéir** » de Claudine Merceron avec Pascal Gilet, Michel Hermouet et Martine Ritz et la participation d'enfants.

- Indre, dimanche 21 Octobre 8h45 Rendez-vous sur le «Môle» (près du marché). **Dépôt de fleurs sur le «Pali d'ardoise» peint aux visages d'Eugène et Léoncie KERIVEL.** 9h départ de la marche avec la fanfare jusqu'au cimetière. Dépôt des gerbes au monument aux morts. Textes à plusieurs voix sur la vie et le sacrifice de E et L. KERIVEL, A. GUIHOT, L. LELOIR - Poème choisi et récité par des enfants de la commune.

Allocution de Bruno GOURDON, président du comité local.

- Juigné des Moutiers - La Blisière, dimanche 21 Octobre 10h. **Dépôt de gerbes et allocution de Serge Adry,** président du comité de Châteaubriant Châteaubriant : La Sablière

- Châteaubriant, dimanche 21 Octobre 13h30. Rdv Rond-point Fernand GRENIER.

Allocution d'Isabelle de Almeida présidente du Conseil National du PCF - Spectacle en hommage aux martyrs de la Résistance de Châteaubriant, 77 ans après, présents ! Organisé par l'Amicale Châteaubriant-Voves-Rouillé-Aincourt avec le concours des Tréteaux de France.

De Nantes à Châteaubriant un autocar gratuit est mis à disposition, voir les horaires et le parcours sur resistance-44.fr

- Châteaubriant, dimanche 21 Octobre 13h30. Rdv Rond-point Fernand GRENIER.

Allocution d'Isabelle de Almeida présidente du Conseil National du PCF - Spectacle en hommage aux martyrs de la Résistance de Châteaubriant, 77 ans après, présents ! Organisé par l'Amicale Châteaubriant-Voves-Rouillé-Aincourt avec le concours des Tréteaux de France.

De Nantes à Châteaubriant un autocar gratuit est mis à disposition, voir les horaires et le parcours sur resistance-44.fr

- Nantes, lundi 22 octobre :

10h Monument des 50 otages

10h 45 Terrain du Bêle - Stand de tir. Dévoilement de la plaque comportant les noms de tous les fusillés du Bêle, allocutions de Christian Retailleau, Président du Comité du souvenir et de Madame Johanna Rolland, Maire de Nantes. Dépôt des gerbes - Appel aux morts - cérémonie avec la participation de Claudine Merceron et Martine Ritz

12h Cimetière de La Chauvinière.



Nantes, Migrants : La ville et les associations seules



« Il n'y a pas de solution », c'est ainsi que s'exprimait Nicole Klein, préfète de Loire-Atlantique quant à la situation des migrants, pour la grande majorité demandeurs d'asile, qui vivaient dans des conditions indignes, square Daviais à Nantes.

Faute d'engagement de l'Etat qui fuit ses responsabilités, des citoyens, des associations sont venus en aide pour apporter soins, nourriture... Une pétition à l'initiative du dessinateur FRAP à recueilli plus de 40000 signatures, pétition qui demandait à « l'État à créer immédiatement des places d'accueil dignes et en nombre suffisant, partout en France, pour que cesse ce scandale humanitaire qui déshonore notre pays ».

La ville de Nantes, contrairement à l'Etat et bien que cela ne soit pas dans ses prérogatives, s'engage pour apporter des solutions. Le 20 septembre dernier, le square était évacué et les 698 migrants provisoirement relogés dans des gymnases de la ville, à l'abri des intempéries et dans des conditions d'hygiène plus favorable (WC, douche, repas, soins...). Le coût n'est pas neutre pour la municipalité qui a déjà engagé 1,5 million d'euros. La municipalité travaille déjà à l'après pour reloger l'ensemble des personnes évacuées, la mise à disposition de gymnases étant une solution provisoire.

La situation nantaise illustre parfaitement la politique du gouvernement qui, niant les droits humains les plus élémentaires, délègue de fait aux collectivités locales qui n'en n'ont pas les moyens, la gestion des situations issues des crises migratoires. Sans le travail des associations, sans la volonté de la municipalité de gauche, rien n'aurait bougé.

Ahed TAMIMI à Nantes, un combat pour la Palestine

Après avoir parcouru les allées de la Fête de L'Humanité, Ahed TAMIMI et sa famille étaient invitée à Nantes par L'AFPS (Association France Palestine Solidarité). La réunion publique tenue pour l'occasion a été un véritable succès, la salle fut trop petite pour accueillir l'ensemble des personnes venues l'écouter !

Symbole de la résistance palestinienne après avoir passé huit mois en prison pour avoir giflé deux soldats israéliens, Ahed est venue à Nantes témoigner de son combat et de celui de l'ensemble du peuple palestinien.

La jeune femme a pu apprécier l'affluence des militants et citoyens venus la soutenir : « **ce soutien nous donne plus de force pour rentrer en Palestine et continuer la lutte** ». Car la lutte doit continuer pour mettre fin à la colonisation et dénoncer les graves atteintes d'Israël au droit international. Un pays où par exemple, 356 mineurs, comme Ahed, sont incarcérés dans les prisons militaires pour leurs engagements politiques en faveur d'une Palestine libre.





L'Université permanente, nouvelle structure d'éducation populaire

L'Université commence ses activités le 9 octobre, autour du matérialisme, de l'œuvre de Louis Aragon, de l'histoire de la Révolution française et de la notion de "crises" en économie.

L'Université permanente, ce sera, tout au long de l'année, quatre grands cycles composés de neuf séances chacun. Chaque mardi soir, elle proposera une conférence d'une heure environ. Les séances auront lieu à Paris, place du Colonel-Fabien, dans le magnifique espace Niemeyer. Elles seront simultanément retransmises sur les réseaux sociaux. Passé le temps du direct, une chaîne « You Tube » accueillera les conférences. Dans tous les cas, sur place ou par voie numérique, il sera possible de poser des questions aux intervenants car c'est bien cette rencontre, ces échanges que le PCF recherche.

Congrès 2018 du PCF

4

Pour les communistes, le temps est désormais venu de choisir le texte qui deviendra la base de discussion de nos travaux de congrès.

Pour ce congrès extraordinaire, le choix a été fait de travailler autour de 4 grands axes : 1- Les luttes et le combat communiste 2- Notre démarche de transformation et de rassemblement dans la société française 3- les transformations du parti 4- les élections européennes.

Les 2 et 3 Juin, le Conseil national a adopté une proposition de base commune de discussion comportant des « fenêtres » à débattre sur les grandes questions à trancher. Comme le permettent les statuts, des camarades ne se reconnaissant pas dans la proposition du Conseil national soumettent au vote d'autres propositions.

Les textes en présence :

- « **Le communisme est la question du XXIème siècle** » proposé par une majorité de membres du conseil national présents les 2 et 3 Juin.
- « **Se réinventer ou disparaître ! Pour un printemps du communisme** » soutenu notamment par **Frédéric Genevée**, membre de l'exécutif national du PCF et **Patrice Cohen-Séat** et présenté par plus de 300 communistes (statuts du PCF article 11.1)
- « **Pour un Manifeste du Parti communiste du XXIème siècle** » soutenu notamment par **André Chassaigne**, député, président du groupe GDR à l'assemblée nationale et **Yves Dimicoli** et présenté par plus de 300 communistes (statuts du PCF article 11.1)
- « **Reconstruire le parti de classe, donner la priorité au rassemblement dans les luttes** » soutenu notamment par **Emmanuel Dang Tran**, membre du conseil national du PCF et présenté par plus de 300 communistes (statuts du PCF article 11.1)

Chacun de ces textes apporte des réponses parfois différentes aux questions posées dans la feuille de route définie.

Les conditions pour voter ?

Etre adhérent depuis plus de 3 mois soit depuis le 6 août 2018. Etre à jour de cotisations, Si ce n'est pas le cas, il est possible de le faire dans un bureau de vote, au moment du vote.

Pour voter :

Se rendre dans les bureaux de votes indiqués ci-dessous durant les jours et aux horaires mentionnés.

Par courrier à retourner à la fédération (**ATTENTION : Pour procéder à l'émargement, il est impératif que chaque adhérent inscrive son nom, son prénom et sa section sur l'enveloppe T de retour**). Il est important d'expédier le vote au plus tard le **Mardi 2 octobre** afin qu'il arrive à la fédération avant le samedi 6 octobre.

Si un adhérent souhaite donner son vote (introduit dans l'enveloppe T sur laquelle il aura noté son nom, son prénom et sa section) à son Secrétaire de cellule ou de section, ce dernier se chargera de le porter dans le bureau de vote de sa section ou dans le bureau de vote de la fédération. Cette enveloppe sera déposée pendant les jours de vote, dans les urnes, par la commission de transparence de la section ou de la fédération.

Bureaux de vote

BRIERE	Siège de la section, 30 rue Pasteur à Trignac	Vendredi 5 de 17H45 à 19H Dépouillement à 19H
NANTES	Siège de la section 22 rue des hauts pavés	Vendredi 5 de 17H à 19H00 Le samedi 6 de 10H à 12H. Dépouillement à 12H.
REZE	30 bis rue des cheva- liers	Samedi 6 de 10H à 12H, Dépouillement à 12H
ST NAZAIRE	Siège de la section 18 rue des Halles	Judi 4 : de 15H à 18H Vendredi 5 : de 15H à 18H Samedi 6 : de 10H à 11H30. Dépouillement à 12H
FEDERATION	41 rue des Olivettes à Nantes	Judi 4 et Vendredi 5 : de 9H à 12H et de 14H à 18H. Samedi 5 : de 9H à 12H Dépouillement le samedi à 12H.

Calendrier congrès

Congrès sections

Loire et Sèvre	27 octobre 2018
Brière	2 novembre 2018
Saint -Nazaire	3 novembre 2018
Nantes	3 novembre 2018
Basse Loire	à déterminer
Chateaubriant	
Pays de Retz	
Rezé Sud Loire	
St Herblain	
Val de Loire	

Congrès départemental

9 et 10 novembre 2018

Congrès national

23, 24 et 25 novembre 2018



Monsieur le Président,
Depuis votre élection, vous avez décidé de multiplier les cadeaux aux plus riches de notre pays et en même temps, vous annoncez qu'un « pognon de dingue » est déversé aux plus modestes sans résultat ! Pourtant, sans ces aides sociales des millions de personnes supplémentaires basculeraient dans la pauvreté.
C'est votre politique qui nous appauvrit : vous avez baissé l'APL, augmenté la CSG, réduit les budgets des services publics et des collectivités locales... et les prix du gaz, des carburants, du logement augmentent contrairement à nos revenus et nos salaires !
Nous produisons les richesses de ce pays contrairement aux actionnaires qui nous exploitent pour augmenter leurs profits et aux banques qui spéculent avec notre argent.

Nous vous demandons de :

- ☑ Revaloriser les minimas sociaux, mieux rémunérer le travail par l'augmentation des salaires et sécuriser l'emploi et la formation pour en finir avec le chômage et la précarité.
- ☑ Aller vers le 100 % sécurité sociale et de meilleures retraites.
- ☑ Créer un fonds européen pour le développement des services publics.

Nom : _____ SIGNATURE : _____
 Prénom : _____
 MON MOT PERSONNEL : _____



EMMANUEL MACRON
PALAIS DE L'ELYS E
55, RUE DU FAUBOURG
SAINT-HONOR
75008 PARIS

Nom : _____ VILLE : _____
 Prénom : _____
 Adresse : _____
 CP : _____ E-MAIL : _____

Alors qu'en juin 2018 Macron déclarait qu'un « pognon de dingue » était dépensé inutilement pour les personnes et familles les profits des entreprises du CAC 40 continuent d'augmenter. Du côté de la lutte contre l'évasion fiscale, le gouvernement bloque toute avancée. Macron entend poursuivre sa politique autoritaire avec des mesures accélérant la dégradation de notre modèle social : «Président des riches», «Président méprisant» : pour les « gaulois réfractaires » cela suffit ! Le PCF entend permettre à chacune et chacun d'exprimer son mécontentement, d'agir pour que les richesses produites soient utiles pour leur pouvoir d'achat et les services publics, pour que l'argent des profits leur soit rendu. Pour cela, amplifions la bataille et faisons signer massivement la carte-pétition ci-jointe.



Santé, « Macron a oublié le chéquier de l'autre côté de la rue... »

C'est en ces termes que s'exprime Pierre Dharville à propos du plan santé présenté par le Président Macron. « Après avoir disserté sur le plan pauvreté, le Président de la République a aussi disserté sur le plan santé préparé par le gouvernement. Omniprésent, omniscient, omnichief, il cherche par tous les moyens à se faire pardonner ses dérapages et sa politique antisociale. Peine perdue », explique-t-il.

« Le réel a rattrapé la majorité En Marche : ce plan santé qui n'était pas prévu, qui a été plusieurs fois reporté était devenu incontournable. C'est ce que nous disons depuis le début de notre Tour de France des hôpitaux : cette crise aiguë appelle un plan d'urgence et un plan de long terme pour reconstruire notre système de santé public ». **Mais, selon les députés communistes : Nous en sommes loin !!!**

Le Social au coeur

5

La santé en danger

Emmanuel Macron a présenté mardi 18 septembre une réforme censée renforcer l'offre de soins « pour les 50 années à venir », rien que ça, avec un investissement de 3,4 milliards d'euros d'ici à 2022, la suppression du numerus clausus en 2020, la création d'un nouveau métier de conseiller médical, le recrutement de 400 médecins salariés dans les déserts médicaux, l'arrêt progressif du financement à l'acte (T2A).

Des annonces loin de répondre aux inquiétudes des professionnels comme de leurs syndicats, rien que l'an dernier 1700 mouvements de grève ont été recensés dans les établissements de santé : Urgences engorgées, psychiatrie en crise, étudiants en médecine qui souffrent, manque de moyens : après les diagnostics alarmants posés ces derniers mois, l'exécutif dispense un remède bien faible selon les syndicats et les associations du domaine de la santé.

Alain Bruneel, député communiste, contre-attaque



« Le Président de la République vient de communiquer les axes du plan santé tant attendu. Malgré 7 milliards de coupes budgétaires ces 10 dernières années et une réduction de l'offre de soins sur les territoires, Emmanuel Macron a osé affirmer que l'hôpital ne souffrait d'aucun problème de sous-financement.

Ce déni de réalité est une nouvelle preuve de mépris pour un personnel qui exprime sa souffrance profonde depuis de longs mois.

En refusant d'accorder des moyens supplémentaires à l'hôpital public, Emmanuel Macron refuse de répondre à l'état d'urgence dénoncé par des centaines de milliers de soignants et de patients à travers le pays.

Comme à son habitude, Emmanuel Macron annonce une révolution mais refuse de sortir le carnet de chèque. Il a pourtant su agir dans l'urgence pour supprimer l'ISF au profit des grandes fortunes.

Si nous prenons acte de l'annonce nécessaire, bien que tardive, de la suppression du numerus clausus, nous rappelons la nécessité d'engager un grand plan de formation.

L'urgence, c'est 100 000 personnes pour l'hôpital et de 200 000 hommes et femmes pour les EHPAD.

Le rapprochement de la médecine privée et de l'hôpital public, sous couvert de modernité, ne peut être une réponse satisfaisante. Les objectifs et valeurs du service public sont profondément incompatibles avec la recherche de la rentabilité.

Plus que jamais, il faut affirmer que la santé n'est pas une marchandise. C'est avant tout des hommes et des femmes qui sont malheureusement les grands absents des annonces du Président.

Alain Bruneel est fortement impliqué dans le Tour de France des hôpitaux mené par les parlementaires communistes. Il est également producteur du slam Etat d'urgence qui a été visionné plus de 800 000 fois en une semaine. »



Le Slam qui uppercute

Outre ses talents de député, Alain Bruneel a produit un slam percutant sur l'Etat du système de santé en France :

« J'ai vu ce vieil homme qui pour dormir compte les pilules qu'il avale, j'ai vu des proches tremblant de peur en train d'attendre dans l'hôpital, j'ai vu des docs faire brancardier, des brancardiers faire secrétaires. **J'ai vu ces hommes, ces femmes, j'ai vu leur enfer.** »

Le slam est interprété par Ugo DESS en soutien aux agents hospitaliers et aux patients en lutte.

Le clip est à visionner ici :

<https://www.facebook.com/Alainbruneeldepute/videos/245451116173262/>

Le coût de la santé pour les français

Le coût moyen annuel des dépenses de santé s'élève à 1 125 € par adulte en France en 2017, pour un reste à charge de 53,01 % (avant complémentaire santé). En pays de la Loire ce coût moyen s'élève à 873,45€ par an.



L'Etat de santé des français

- En 20 ans près de quatre années de vie ont été gagnées, mais cette proportion a ralenti ces 5 dernières années.

- L'espérance de vie à 32 ans entre cadres et ouvriers est de plus de 6 ans chez les hommes et de 3.2 ans chez les femmes.

- Cancers et maladies cardio-vasculaires, premières causes de mortalités en France.

- Etat de Santé : Des évolutions moins favorables pour les moins de 65 ans que pour leurs aînés.

- Ouvriers et employés restent les plus exposés à la pénibilité au travail :

Sont concernés par au moins 1 facteur de pénibilité :

- 12% des cadres et des professions intellectuelles

- 21% des employés de commerces et de service

- 70% des ouvriers

Européenne : Le PCF entre en campagne avec son chef de file Ian Brossat



Ian Brossat, adjoint au Maire de Paris en charge du logement est chef de file du PCF pour les prochaines européennes : « **Je suis chef de file des communistes parce que nous n'avons pas renoncé à rassembler au-delà du Parti communiste.** » assure-t-il.

Le candidat entend rompre avec la loi de l'argent qui gangrène les prises de position européenne. Une Europe aujourd'hui discréditée auprès des populations puisqu'elle n'a rien porté d'autre que les politiques libérales; de l'abandon des services publics à la remise en cause du droit du travail. L'Europe est ainsi devenue « une machine à produire de l'exclusion sociale » en conséquence, c'est la montée des extrêmes droites.

A l'inverse pour le chef de file communiste, l'Europe doit se donner les moyens d'être « une union de coopération », de partenariat, loin de cette Europe qui livre les salariés à une concurrence entre eux.

Les communistes entendent mener campagne en faveur des « intérêts du monde du travail », intérêts qui ne « permettent pas le dumping social ». Cela implique « la défense des services publics » ou encore de lutter efficacement contre l'évasion fiscale.

Autre point de campagne, l'ouverture de l'Europe qui implique de se « donner les moyens d'accueillir » dans des conditions dignes. Loin de ce que peuvent connaître les réfugiés partout en Europe.

Une chose est sûre, la candidature communiste ne sera pas « celle des premiers de cordées, mais celle des fabricants de corde, du monde du travail ».



Rezé en peinture

Peintre et militant communiste, Jean-Pierre Chevrier exposait ses toiles à Rezé où il vit et peint.

Soixante-quinze toiles étaient exposées (gouache, crayon, acrylique, pastel, fusan, auarelle, huile), un parcours coloré dans la région Nantaise, une belle exposition intitulée « 3/4 de siècle d'Artitum » qu'il ne fallait pas manquer !

Culture, idées, sciences

6

L'Huma Café...

Le 123^{ème} Huma-Café, vendredi 21 septembre fut dédié à Maurice Audin, en raison de la victoire historique sur le crime d'Etat, enfin reconnu, après 61 ans de luttes (voir article ci-dessous). Jean-Pierre Landais devait lui rendre un vibrant hommage.

Animée par Pierre Daguet, le thème de la soirée portait fort à propos sur 1958 : guerre coloniale, putsch et V^e République.



Photo : Yolande DREANO

Historien diplômé de l'IEP de Lyon, Gilles Thévenon maître-assistant en droit et Lettres modernes, auteur de trois livres (*) fit une présentation dynamique, en complicité avec un public avisé des méandres de notre histoire, y compris chez les étudiant(e)s venus l'écouter.

(*) Histoire des Constitutions. Vie Politique française 1789 à 1958.

La Cinquième République.

Les partis politiques.

Aux éditions Chronique sociale.

15 euros.



AGENDA

19 octobre 2018 :

Que sont les printemps arabes devenus ? La Tunisie entre espoirs et inquiétudes, avec Sophie Bessis.

23 novembre 2018 :

La prison comme porte-voix : Thoreau et la désobéissance civile, avec Angélique Thébert.

21 décembre 2018 :

« 1er mai à Saint-Nazaire », projection et échange avec Marcel Trillat, réalisateur.

« Les voleurs d'Énergie »

Accaparement et privatisation de l'électricité, du gaz, du pétrole...

Dans son édition du 24 Septembre, le quotidien régional Ouest-France pose carrément la question à la Une : **Faut-il changer de fournisseur d'électricité ?**

Si la question commence à se poser pour une part croissante de consommateurs, c'est que nous sommes entrés en France, dans l'ère de la concurrence. Alors que l'énergie constitue une part importante des dépenses dans le budget des deux tiers de la population, de nouveaux opérateurs (Total, ENI, Leclerc...) se positionnent sur le marché.

L'objectif de l'Union Européenne, comme celui du Gouvernement Macron est de casser, là comme ailleurs, la situation héritée des lendemains de 1945, avec le programme du C.N.R :

la main invisible du marché, doit se substituer au monopole d'EDF. Comme à chaque fois qu'un service public est attaqué, les agents publicitaires du libéralisme, colportent le slogan « la concurrence fait baisser les prix ! ». On a déjà donné.

Dans son dernier livre, « Les voleurs d'énergie », Aurélien Bernier* entreprend de nous éclairer sur les phases historiques de l'accaparement et des privatisations de l'Electricité, du Gaz, du Pétrole.

« Au cours du XX^e siècle, la France ne fut pas le seul pays à nationaliser l'énergie; un mouvement quasi mondial s'est développé pour mettre fin aux abus scandaleux des grands groupes privés.



Mais aujourd'hui, le privé veut reprendre... par tous les moyens : saccage d'entreprises nationales publiques, adoption de directives ultralibérales par l'U.E, ouvertures à la concurrence forcées pour les pays du Sud... Alors que les activités pétrolières ont déjà largement été reconquises par les multinationales, les services publics de l'électricité et du gaz sont attaqués partout sur la planète.

Comme pour le transport ferroviaire, l'eau ou les déchets, la santé ou l'éducation, il s'agit de transférer aux grandes firmes privées une activité très rentable, niant aux citoyens tout droit de regard sur cette industrie qui les concerne dans leur quotidien et leur devenir ».

Contre cette offensive, l'auteur propose une réflexion originale pour reconstruire un service public des énergies qui réponde aux enjeux sociaux et environnementaux de notre époque.

*Aurélien Bernier a travaillé dix ans pour l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME). Essayiste et conférencier, il collabore régulièrement au Monde diplomatique. Dernières publications : **Comment la mondialisation a tué l'écologie** (Mille et une nuits, 2012) ; **La gauche radicale et ses tabous** (seuil, 2014) ; **La démondialisation ou le chaos** (Utopia, 2016).

Les voleurs d'énergie 10 euros. 200 pages

En version numérique : 5,99 euros. Edition Utopia.

Maurice AUDIN,

Le crime d'Etat reconnu par le président de la république

Benjamin Stora, historien de la guerre d'Algérie et président du musée national de l'Histoire de l'immigration, réagit à la reconnaissance du crime d'Etat par Emmanuel Macron.

Comment réagissez-vous à cette déclaration du président ?

C'est une formidable victoire. Une bataille très longue qui a commencé il y a soixante et un ans, et aboutit aujourd'hui à un texte très important, puisqu'il qualifie ce crime comme étant le produit d'un système politique mis en place à l'époque de la guerre d'Algérie. Il était important que cet assassinat soit bien interprété comme représentatif du système colonial.

Que dit ce refus obstiné de l'Etat de regarder l'histoire en face ?

Depuis le début des années 90, avec la publication de la gangrène et l'Oubli (édition la découverte 370 pages 13,50 euros) j'ai toujours pensé qu'on ne peut pas réaliser le travail de deuil tant qu'il n'y a pas de reconnaissance des crimes. Les morts continuent de ne pas exister, ce sont des fantômes.

Mais cette victoire a été le fruit d'un très long combat pour forcer la main au pouvoir politique, avec des retours en arrière, comme en 2005 sous Nicolas Sarkozy, avec le vote sur « les bienfaits de la colonisation ».

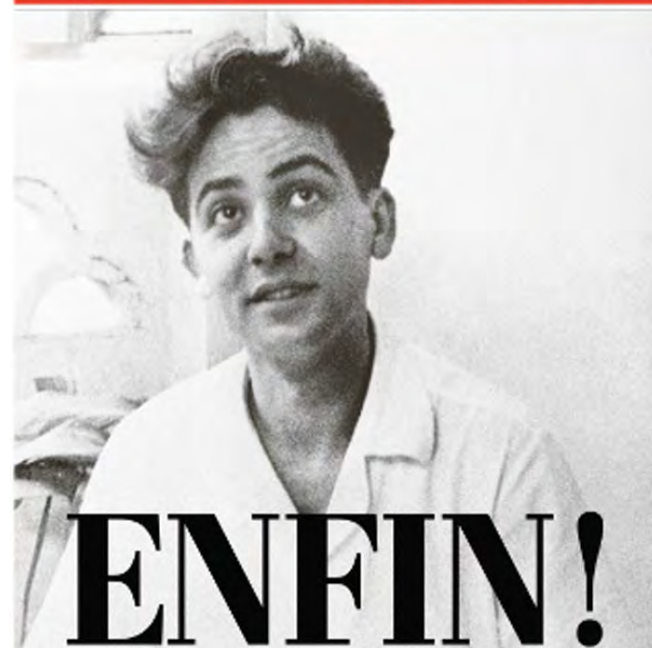
Aujourd'hui, je pense à tous ceux qui ont mené ce combat, au journal l'Humanité bien sûr...

La bataille AUDIN, c'est historiquement celle du Parti communiste. C'est un marqueur décisif du point de vue de l'identité politique.

D'après l'HUMANITE du 14 septembre 2018

MAURICE AUDIN, LE CRIME D'ÉTAT RECONNU PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS
l'Humanité



Le mathématicien Maurice Audin, 25 ans, avant son arrestation, puis sa disparition en 1957, à la faveur des pouvoirs spéciaux confiés par voie légale à l'armée.

La fête de l'Humanité 2018

L'Huma 2018 a été un très grand succès. Une affluence record, des spectacles extraordinaires, des débats de grande qualité, de nombreuses adhésions au PCF... bref la fête des communistes a été exceptionnelle à bien des égards et a constitué le grand moment de la rentrée politique. Nous sommes toutes et tous heureux d'avoir vécu ces 3 belles journées de fête qui donnent le sourire, de l'espoir et de la combativité. Bravo et merci aux 90 camarades et sympathisant-es qui ont contribué à la réussite de cette gigantesque fête et, en particulier, à celle du restaurant « La Table de l'Atlantique » où nous avons accueilli le repas de presse de Pierre Laurent, le repas annuel du collectif Fiers et Révolutionnaires et la visite amicale de Philippe Martinez ! Bien sûr, nous déplorons que, comme chaque année, la plupart des médias aient à peine évoqué ce rendez-vous politique et culturel majeur de la rentrée...

Qu'importe ! « **Vivre seul et libre comme un arbre, et fraternellement comme une forêt** », cette idée nous l'avons fait vibrer à La Courneuve



Une rentrée offensive

7

Grand merci à l'ensemble des militantes et sympathisantes du stand de Loire-Atlantique



Ma première universiade a Angers

C'est dans le magnifique écrin du grenier à blé d'Angers que s'est tenue la soirée fraternelle des étudiant-e-s. Elle clôtura la longue marche des communistes de l'université de Belle-Beille au CHU : l'hôpital public un lieu si symbolique de l'Humain d'abord, tout comme les EHPAD défendus dans son intervention par une infirmière angevine.

Cette manifestation enthousiaste pour défendre et développer les services publics s'est conclue par une belle intervention de Ian BROSSAT, notre chef de file aux Européennes et une chaîne humaine sur le pont. Ainsi les communistes ont fait la démonstration du lien entre réflexion et action.



Formation, connaissance et étude rythment ces trois jours de l'université d'été des communistes, incitent à poursuivre les réflexions engagées, incitent à l'ouverture et à l'écoute. Toutes choses dont nous aurons besoin pour construire du commun dans le congrès qui vient, dans notre échange permanent avec les citoyens.

Les sujets sont multiples : inégalités des territoires, économie sociale et solidaire, mondialisation, Europe, rôle des élu-e-s, Marx et la France, La protection sociale comme pilier de la république... quelle richesse dans l'échange... besoin d'une université permanente !

3 jours de partage, le temps des valises et je vois les tours du château d'Angers s'éloigner dans les rétros de notre coco-voiturage.

Encore des bastilles à prendre et des seigneurs à faire tomber...mais nous prendrons d'autres chemins... sur les voies difficiles de l'émancipation sociale.

Pascal DIVAY

Une belle journée « Rebelle et Solidaire ! »

Le 21 août dernier, la fédération de Loire-Atlantique organisait sa première journée « rebelle et solidaire ! ». Cette initiative s'inscrivait dans le cadre des « solidarités concrètes » que notre parti développe partout dans le pays afin de proposer diverses initiatives à la population.



Au cœur de la Brière nous avons visité de bon matin le château de Ranrouët, ruine médiévale qui nous ramena aux temps des chevaliers et de la guerre de cent ans. Une fois revenu de cette époque lointaine chargée d'histoire, c'est sur des chalands de Brière que le groupe, au fil de l'eau, se laissa porter par les flots en compagnie de hérons cendrés et autres vipères d'eau qui s'approchèrent des embarcations pour le plus grand plaisir des participants.

Sous un soleil de plomb, notre convoi rebelle et solidaire fit escale à Pont-Mahe sur la commune d'Assérac pour une après-midi plage bien méritée. Baignades, Molky, pétanque ou repos sur chaises longues, c'est dans la bonne humeur et les sourires qu'une cinquantaine de nantais, de rezéens et de briérons de tous âges ont partagé ce moment de détente et de fraternité.

Cette belle initiative en appellera d'autres car pour le PCF44, le combat politique quotidien se conjugue aussi avec ces moments forts de partage et de solidarité qui permettent, entre visites culturelles et activités ludiques, de faire de belles rencontres qui en appelleront d'autres. Rebelles nous le sommes au quotidien, contre les injustices, les inégalités qui se creusent chaque jour, contre un système qui broie, qui isole et qui au final détruit tout lien social. Alors soyons solidaire les uns des autres, c'est l'une des bases de notre identité communiste et à l'année prochaine pour une nouvelle journée « Rebelle et solidaire » !

Pierre Chauvin



**MOUVEMENT
JEUNES
COMMUNISTES
DE FRANCE**

Parcours'Sup : un algorithme pour la sélection

La ministre de l'enseignement supérieur l'a martelé à plusieurs reprises, durant la mobilisation contre la loi ORE jusque dans une commission de l'assemblée nationale en Juillet et encore dans les médias récemment : « Parcours'Sup n'instaurera pas la sélection, chaque lycéen-ne aura une formation à la rentrée. »



INFO FLASH Saisissez vos vœux jusqu'au 13 mars 18h00 (heure France métropolitaine GMT+1)

C'est quoi ? Le calendrier Boîte à outils Contact



On nous avait promis un outil transparent, nous avons eu droit à la pire des opacités. A la veille des premiers résultats sur Parcours'Sup, le ministère de l'enseignement supérieur avait pourtant fait le choix de publier l'algorithme de la plateforme.

Pas suffisant pour les organisations lycéennes, étudiantes, de parents d'élèves mais aussi pour les sénateurs et sénatrices communistes. Pour Pierre Ouzoulias, sénateur CRCE des Hauts-de-Seine, « le gouvernement doit accepter de publier les algorithmes locaux ». En réponse, Frédérique Vidal a déclaré mi-juillet qu'il « n'y a pas d'algorithmes locaux mais un outil d'aide à la décision pour les établissements ». La ministre joue sur les mots pour l'UNEF, qui demande également la publication de cet « outil d'aide à la décision ». En effet, les algorithmes locaux existent bel et bien. Pierre Ouzoulias s'est procuré celui de l'université de Pau. Fin juin en commission parlementaire, il faisait savoir qu'il « chiffre par compétence les points que rapportent des éléments factuels présents dans les dossiers ». Ainsi, la détention du BAFA par un-e candidat-e lui rapporterait 15 points : un critère parmi d'autres qui favorise la sélection sociale.



Tout au long de l'été, Frédérique Vidal n'a eu de cesse de comparer Parcours'Sup avec la plateforme précédente, Admission Post-Bac (APB). Le 4 juin, déjà, elle se félicitait que « 73,5% des candidat-e-s avaient une proposition » alors que « l'année dernière à la même époque personne ne savait où il irait ». En effet, le 4 juin personne n'en savait rien car la première étape d'APB débutait de 8 juin 2017.

Alors que la ministre répète sur toutes les ondes que Parcours'Sup est une réussite car « l'immense majorité des jeunes a reçu une proposition d'affectation », les lycéen-ne-s sans affectation sont nettement plus nombreux que l'année dernière. A titre de comparaison, le 22 août 2017, il ne restait que 6 000 jeunes qui ne savaient pas où ils et elles feraient leur rentrée. Le 22 août 2018, ils et elles étaient plus de 60 000. Ces nombreuses incertitudes mettent également les universités dans l'embarras. A quelques jours de la rentrée, de nombreux établissements ne connaissent pas leurs effectifs.

Le MJCF a, dès la rentrée scolaire, entamé une campagne contre Parcours'Sup, et pour la création d'un service public de l'orientation permettant à chacun au cours de sa vie le droit à la formation.

Trignac : Honneur aux Anciens

Les retraités CGT Multipro de Trignac ont honoré leurs anciens le 4 juillet dernier au centre culturel Lucie Aubrac.

Deux expositions sur Mai 1968 étaient présentées en début d'après-midi. Le camarade Alain Laporte venu de l'UCR pour la circonstance, nous a d'abord rappelé la nécessité de poursuivre la lutte face aux attaques du gouvernement contre nos acquis sociaux, et pour imposer une meilleure considération de la vie après le travail, l'accès à la santé pour tous et de la solidarité inter-âge, fondement de notre sécurité sociale.

Moment d'émotion ensuite, avec l'évocation faite par Guy Texier du le glorieux passé syndical et politique des travailleurs de Trignac, berceau du syndicalisme du bassin nazairien, et avec la remise des médailles aux plus anciens syndiqués, totalisant pour certains, 50 années d'adhésion, d'autres 60 ans, jusqu'au vétéran : Riton Fortin et ses 70 ans de militantisme.

Un pot de l'amitié clôturait cette journée dans une ambiance cordiale et familiale.



Renault ZOE
100% électrique
La meilleure autonomie de sa catégorie

Série Limitée CITY
99 €/moisTM
Hors location de batterie⁽²⁾
Sous condition de reprise + 12 ans
LLD sur 37 mois, 1^{er} loyer de 2000 €
Après déduction du bonus écologique

RENAULT
La vie, avec passion

(1) Exemple de Location Longue Durée de Renault ZOE City, hors location de batterie sur 37 mois et 22 500 km avec un 1^{er} loyer majoré de 8000 €, remboursé à 2000 €, après déduction du bonus écologique de 6000 € puis 36 loyers de 99 €. Offre sous condition de reprise d'un véhicule routant de plus de 12 ans non éligible à la prime de conversion gouvernementale. Distribution du véhicule chez votre concessionnaire en fin de contrat avec paiement des frais de remise en état standard et des kilomètres supplémentaires. Sous réserve d'acceptation par Diac SA - siège social : 14 avenue du Pavé-Neuf 93168 Noisy-Le-Grand Cedex - Siren 102 062 221 RCS Bobigny. (2) Location de batterie à 60 €, forfait temporaire, 36 mois de location puis 25 €/mois au lieu de 60 €/mois les 36 mois suivants pour fond contractuel souscrit par la base de 7500 € pour tout kilométrage - Véhicule neufs. Plus d'infos en point de vente. La location de la batterie est assurée par Diac. Location - siège social : 14 avenue du Pavé-Neuf 93168 Noisy-Le-Grand Cedex - Siren 329 892 368 RCS Bobigny. Offres réservées aux particuliers, valables dans le Réseau Renault participant pour toute commande d'une Renault ZOE neuve du 01/09/2018 au 30/09/2018. ZOE est désormais disponible également en achat intégral inclus - batterie, voir conditions en point de vente. Consommations : 133 Wh/km. Emissions CO2 : 0 à l'usage, hors pièces d'usure. *ZOE, leader en autonomie de batterie, en conditions de conduite réelles, dans la catégorie des Citadines électriques en France. Source : JATO, juillet 2018.

CENTRE AUTOMOBILE DE L'ETOILE
380 route de la Côte d'Amour 44600 Saint-Nazaire
02.40.17.20.20

«Nouvelles de Loire-Atlantique»

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU
Commission paritaire : N°0320 P 11519
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : Clément CHEBANIER
Responsable de la rédaction : Jérôme TURMEAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes Tél : 02 40 35 03 00
Fax : 02 40 48 56 36 E-mail : redac.nla@orange.fr
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :

Frédérique GARCIA SANCHEZ Pedro MAIA
André MAURICE Véronique MAHE

Imprimé sur du papier fabriqué dans l'Union Européenne (France, Allemagne, Belgique...) référencé EU Ecolabel
Papier certifié FSC et PEFC composé de fibres 100% recyclées
Eutrophisation : Ptot 0,009 kg/tonne

Soutenir et s'abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique

Parce qu'un journal, c'est un lien entre ceux qui l'écrivent et ceux qui le lisent, parce que les Nouvelles de Loire-Atlantique ont un positionnement original et unique parmi la presse départementale, parce que ce lien, cet apport doit perdurer pour faire vivre la parole singulière qui est celle de votre journal, pour donner la parole aux acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux Nouvelles de Loire-Atlantique.

NOM : PRENOM :
ADRESSE :
TEL:..... EMAIL:.....

Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros
 Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de€

Chèque à l'ordre de PCF44
A renvoyer à NLA - Bulletin d'abonnement, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES